Japon – Programme de libéralisation du marché

CONTEXTE ET ÉVALUATION

Entre le 25 juin et le 30 juillet 1985, le gouvernement japonais a rendu publics les éléments d'un programme d'action que le Premier ministre Nakasone avait promis le 9 avril. Ce programme vise à assouplir les diverses restrictions qui limitent la pénétration du marché national japonais par des produits étrangers ou qui isolent autrement l'économie japonaise des forces économiques mondiales. Il est axé sur six grands points:

1. *Droits de douane*—Sur l'ensemble des 1 800 articles visés, les réductions seront de 20 % par rapport aux taux actuels. Le Japon a réagi positivement à l'égard de 50 % des articles pour lesquels le Canada avait recherché des modifications du tarif douanier, mais il n'a pris aucune mesure à l'égard des produits agricoles, forestiers et halieutiques.
2. *Contingents à l'importation*—Bien qu'il y ait eu des promesses de suppression des contingents, rien n'a été annoncé jusqu'ici.
3. *Normes, certification et formalités d'importation*—Il se manifeste une nette tendance à la libéralisation de ces formalités, qui constituent des obstacles bureaucratiques aux importations. De bonnes perspectives s'offrent au Canada en raison du développement de l'autocertification de la part des fabricants canadiens et de l'acceptation, par les autorités japonaises, des données d'essai d'origine canadienne.
4. *Marchés de l'État*—Le gouvernement japonais prendra des mesures pour accroître ses achats de produits importés en modifiant ses propres pratiques d'achat de biens.
5. *Marchés financiers*—La libéralisation dans ce secteur s'est faite de manière progressive. Un exemple récent est l'annonce d'une déréglementation partielle des plafonds des taux d'intérêt qui aiderait le yen à s'établir à son véritable niveau international.
6. *Services et mesures de promotion des importations*—Le gouvernement japonais s'est montré intéressé à inclure la question des services dans la nouvelle série de NCM; les services peuvent englober des éléments comme la pratique du droit, les transports, les assurances et le flux de données transfrontières. Les Japonais ont aussi promis d'étudier les problèmes de distribution des importations et d'encourager le tourisme, ainsi que les investissements directs dans les deux sens.

POSITION DU CANADA

Le gouvernement canadien se réjouit des récentes annonces de libéralisation du marché faites par le gouvernement japonais. Elles constituent un pas dans la bonne direction. Plus précisément, l'appui donné à une nouvelle série de négociations du GATT qui comprendrait le commerce des services est conforme aux vues canadiennes. Le Japon a réagi de manière positive à certaines demandes canadiennes concernant par exemple les pièces de voitures, les équipements de télécommunication et certains produits pétrochimiques. Toutefois, la portée et la nature de cette réaction ne sont pas vraiment significatives et, étant donné la lenteur du rythme prévu de sa mise en oeuvre, on ne doit pas s'attendre à ce que ce programme d'action entraîne, au cours des prochaines années, des changements marqués dans le niveau ou la composition des exportations. L'imprécision quant à la nature et au calendrier des mesures relatives aux produits agricoles, forestiers et halieutiques est décevante.